

Le budget

ment économique plutôt qu'aux subventions dans le secteur privé.

Le Budget énumérait aussi, madame la Présidente, un large éventail des mesures visant à rendre les activités gouvernementales plus efficaces et moins coûteuses. Nous continuerons de privatiser des sociétés d'État et de vendre ces participations dans le cas où elles ne sont plus nécessaires à la réalisation des objectifs publics. De même, afin d'accroître le rendement des investissements publics et de contribuer à la réduction du déficit, les sociétés d'État qui sont rentables devront verser plus de dividendes au gouvernement. Le plafonnement à 2 p. 100 de l'augmentation annuelle des budgets de fonctionnement et d'entretien du gouvernement sera également prolongé jusqu'en 1994-1995.

Combinées aux initiatives annoncées en décembre, ces mesures produiront des économies de l'ordre de 3 milliards de dollars en 1990-1991 et de près de 4 milliards de dollars l'année suivante. Des économies totales dépassant les 19 milliards seront réalisées au cours des cinq prochaines années.

Ainsi, le Budget permet de ramener le déficit sur sa courbe décroissante, sans augmentation d'impôt. Nous agissons dès maintenant de façon à assurer au gouvernement, dans les années 1990, une situation financière qui lui permette de soutenir les programmes auxquels les Canadiens sont le plus attachés.

Les mesures présentées dans le Budget ramèneront le déficit à 28,5 milliards de dollars, en 1990-1991, et le réduiront de moitié, à 14 milliards, d'ici 1993-1994. L'année suivante, le déficit descendra encore, pour atteindre 10 milliards. L'excédent de fonctionnement des recettes sur les dépenses de programmes atteindra 31 milliards. Les dépenses de programmes tomberont à 14,2 p. 100 du revenu national, leur plus faible niveau depuis la fin des années 1960. La dette nationale commencera à diminuer par rapport au revenu national. Le gouvernement commencera à rembourser ses obligations et ses bons du Trésor.

• (1320)

Madame la Présidente, aux niveaux national et personnel, nous devons nous engager à bâtir un avenir sûr et productif sur des fondations solides. Nous avons besoin pour cela d'un gouvernement disposant de la marge de manoeuvre financière nécessaire pour maintenir les services importants et ainsi faire face aux défis nouveaux. Nous avons également besoin d'une économie dynamique qui assurera la hausse du niveau de vie ainsi que l'élargissement des possibilités d'une vie pleine et satisfaisante. Nous avons besoin d'un pays sûr de lui, économiquement souverain, qui soit concurrentiel à l'étranger et maître de sa destinée chez lui.

Le Canada possède les richesses naturelles, le capital, les ressources humaines et les compétences voulues pour

prosperer dans un monde concurrentiel. Cependant, notre capacité de rester maîtres de notre avenir économique est mise à dure épreuve par les problèmes jumeaux de l'inflation et des dettes croissantes.

Notre programme économique et les mesures déterminées que nous avons prises dans le Budget, dans le cadre de ce programme, mettent clairement à notre portée la réduction de l'inflation et une diminution constante du déficit. La persévérance dans nos efforts permettra de mieux maîtriser notre avenir et d'être davantage en mesure de consacrer nos ressources à investir dans la hausse du niveau de vie, et une meilleure qualité de vie pour tous les Canadiens.

Madame la Présidente, en terminant, je ne pourrais passer sous silence les excellents commentaires au sujet de ce Budget, les excellents commentaires que le ministre des Finances (M. Wilson) a reçus de la part d'un homme qui est très respecté et très crédible au Québec, M. Bernard Landry, qui mentionnait dans une entrevue hier, dans *La Presse*, et je cite:

«Que dans les circonstances, c'est un tour de force, c'est un très bon Budget.» Et M. Landry ajoutait: «M. Wilson est le meilleur ministre des Finances que le Canada n'ait jamais eu.»

Des voix: Bravo!

M. Robitaille: Des commentaires positifs sont venus de part et d'autre. Le ministre d'État (Finances) est là, je pense, pour en témoigner. Je crois que dans le cadre de ce Budget, tout le monde ne peut pas avoir tort et l'opposition avoir raison.

[Traduction]

M. Pagtakhian: Madame la Présidente, je voudrais poser une question à mon collègue. Si le budget reflète vraiment le fond de la pensée du gouvernement, il montre qu'il n'a pas de cœur pour les pauvres, les malades, les jeunes, les personnes âgées et les anciens combattants et qu'il se moque de l'avenir.

Mon collègue n'admettra-t-il pas que pour que notre pays soit compétitif, les Canadiens doivent être compétents, alphabétisés et bien portants? Comment peut-il s'attendre à ce que des Canadiens malades et analphabètes soient concurrentiels dans le prochain siècle? Comment concilie-t-il les problèmes de plus en plus graves que connaissent les systèmes de soins médicaux de toutes les provinces, les besoins des blessés et des malades qui doivent avoir accès à des lits d'hôpitaux, à des infirmières, à des médecins et à des thérapeutes, comment concilie-t-il, en somme, les besoins d'aujourd'hui avec les compressions budgétaires que le gouvernement a effectuées à tort et à travers?

Il y a un second point que je voudrais commenter avant que le député réponde à ces questions. Je voudrais lui dire que lorsque le gouvernement prétend qu'il n'augmente pas les taxes et les impôts, il trompe le public